

DEUXIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE FIKRA

L'expérience au service de l'innovation

*C'est un véritable show qu'ont animé hier, les initiateurs de la deuxième édition de la conférence Fikra tenue à l'hôtel El Aurassi. Un mot d'ordre pour les jeunes participants et les experts présents, l'optimisme dans les opportunités d'affaires notamment et la richesse intellectuelle. La rencontre a réuni aussi bien des scientifiques, des chefs d'entreprises, des artistes que des inventeurs et des jeunes pour des échanges d'expériences dans le domaine de l'innovation.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Pas moins de 1 200 participants étaient rassemblés hier, pour participer à la deuxième édition de Fikra organisée par allégorie. Les thèmes retenus sont l'emploi, l'économie, les sciences, la recherche, la santé, le sport, les arts et la culture, et les technologies. Intervenant lors de la rencontre,

Mohamed Benmeradi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, représentant le Premier ministre a évoqué la nécessité de relever les défis de la mondialisation et de mobiliser les compétences nationales. Le grand défi aussi, selon le ministre, est de lutter contre la fuite des ressources humaines ou la fuite des cerveaux. Ce phénomène précoc-

cupant, rappelle Benmeradi, «est en constante croissance en raison de la mondialisation des marchés et la croissance de la dynamique de la main-d'œuvre». Pour Benmeradi aussi, l'urgence c'est également «d'encourager l'utilisation du numérique et la construction d'un contenu numérique intellectuel moderne, ouvert et authentique en même temps». Fikra est donc «une conférence dédiée au partage d'idées d'avenir qui s'adresse aux décideurs politiques, artistes, chefs d'entreprises, journalistes et étudiants», selon ses organisateurs. Au programme, l'échange d'idées avec des intervenants de dif-

férents domaines, la rencontre avec des investisseurs, des clients, entrepreneurs et augmenter ainsi le réseau de connaissances. Ils sont ainsi une trentaine de «speakers» à présenter leurs expériences. Les intervenants se sont succédé pour exposer leurs travaux, présenter leurs expériences et partager leurs connaissances avec les présents. L'idée étant, selon les organisateurs de la rencontre, de connecter des personnes issues d'horizons aussi différents tels que la culture, l'économie, le monde universitaire et de la recherche scientifique. La rencontre s'étalera ainsi sur deux journées complètes de discussions. De 18 conférenciers, Fikra est

passée à 32, parmi eux des chefs d'entreprises tels que le P-dg de Cevital Issad Rebrab ou le président des chefs d'entreprises Reda Hamiani, Slim Othmani le directeur exécutif de Rouiba, comme des chercheurs tels que Belgacem Habba, ingénieur chez Google et dépositaire de plus de 600 brevets électroniques et Nouredinne Melikechi chercheur qui participe à la mission de la NASA sur la planète Mars «Rover Mission». Lors de la rencontre aussi le «Djezzy start-up challenge» offre l'opportunité à dix entreprises embryonnaires de présenter leurs projets à un panel de grands patrons algériens.

F.-Z. B.

RÉALISATION DE LOGEMENTS

L'AGEA obtient un marché de gré à gré

*L'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) a obtenu un marché de gré à gré pour la réalisation de 20 000 logements tous types confondus sauf logements location-vente.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Une convention en ce sens a été signée entre cette association patronale privée et le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville (MHUV), a indiqué hier le président de l'AGEA, à l'occasion des 3<sup>es</sup> Assises nationales du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH), organisées à l'hôtel El Aurassi. Selon Mouloud Kheloufi, les entreprises adhérentes à l'AGEA, au nombre de 659 sociétés, sont prêtes à réaliser ce programme, voire davantage.

Le processus est déjà enclenché, selon le président de l'AGEA qui indique l'entame des travaux dès les prochaines semaines. Et cela même si l'association patronale devait bénéficier initialement d'un programme de réalisation de 100 000 unités par an. Une opportunité, ce faisant, pour les entreprises membres de l'AGEA de démontrer leurs capacités de réalisation. Et ce, dans le contexte où les pouvoirs publics ont agréé une «shortlist» d'entreprises nationales, selon un cahier de charges précis et ayant pu réaliser au moins 400 logements, indépendamment de la qualification. Et dans la mesure où les entreprises privées du BTPH ont contribué à la réalisation de 58% du programme quinquennal de logement. C'est ce que le ministre du MHUV, Abdelmadjid Tebboune, qui a assisté à la clôture des ces 3<sup>es</sup> Assises, indiquera en précisant que l'opération de retrait des cahiers de charges devrait démarrer d'ici la fin février. Ainsi, le ministre de l'Habitat, favorable au regroupement d'entre-

prises et développement du partenariat public-privé, estimera que les entreprises nationales sont capables de relever le défi de réaliser une moyenne de 120 000 logements par an. Soit, une bonne opportunité pour les entreprises du BTPH qui ont bénéficié d'un programme de mise à niveau, même si lenteurs et lourdeurs bureaucratiques ont été rencontrées.

Rappelons que ce programme a été lancé sous la conduite de l'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (ANDPME) et auquel quelque 3 600 entreprises sont éligibles. A ce propos, un responsable de l'ANDPME a indiqué que «la plupart» des 800 entreprises du BTPH éligibles à ce programme ont vu leurs dossiers transiter par le biais de l'AGEA.

Egalement, les effectifs des entreprises adhérentes à l'AGEA, quelque 50 000 travailleurs, bénéficieront annuellement d'un programme ambitieux en matière de formation, formation de formateurs, formation qualifiante et à la carte, dans le recyclage, stages d'entreprises et aide au recrutement notamment.

Une convention en ce sens a été signée hier, entre l'AGEA et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels (MFEP) dont le titulaire, Nouredine Bedoui, a parrainé l'ouverture de ces 3<sup>es</sup> Assises. Notons, dans ce cadre, que les entreprises de l'AGEA devaient bénéficier dès 2013 d'un transfert de savoir-faire et de l'expertise espagnols dans le domaine de la construction.

En outre, les entreprises membres de l'AGEA vont bénéficier d'une large couverture assurantielle, une convention de partenariat ayant été aussi paraphée entre cette association patronale et la compagnie

d'assurances privée Alliances Assurances, mais aussi dans le cadre d'un partenariat privé-public avec la Société nationale des assurances (SAA).

Il est également question d'un accompagnement financier pour les entreprises du BTPH, une autre convention ayant été signée, par ailleurs, entre l'AGEA et la filiale du Crédit populaire d'Algérie (CPA), la société Indjaz spécialisée dans le crédit-bail (leasing) immobilier et mobilier. Des facilités à même de stimuler l'entrepreneuriat national, encore confronté à des difficultés multiples persistantes et que le président de l'AGEA avait détaillées lors de l'ouverture de ces Assises.

Des contraintes rencontrées sur le plan réglementaire, la communication entre l'administration et les PME, la promotion immobilière et l'accès aux marchés publics. Mais aussi dans le domaine de la qualification et la classification, sur le plan de la fiscalité et de la parafiscalité, le financement, le règlement des contentieux, l'acquisition d'équipements et matériels, la formation de la main-d'œuvre qualifiée...

Des difficultés déjà soulevées à l'adresse des pouvoirs publics et traitées en particulier lors de la dernière réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), observe-t-on à l'AGEA qui se félicite cependant des mesures prises ultérieurement, notamment sous l'égide du Premier ministre. Toutefois, des difficultés et autres qui ont été encore évoquées lors de ces assises, dans le cadre de quatre ateliers consacrés à l'industrialisation du BTPH, la promotion immobilière, la fiscalité, la mise à niveau et le code des marchés, le partenariat et l'investissement et qui ont abouti à la formulation de moult recommandations.

Ces recommandations sont liées

notamment à un accès meilleur et ont facilité à la commande publique, moins de contraintes réglementaires pour la promotion immobilière, l'octroi d'allègements et de facilitations sur les plans fiscaux et parafiscaux, une gestion moins contraignante du programme de mise à niveau, l'amélioration des degrés de qualification et de classification ainsi que le développement de partenariats et de groupements d'entreprises par projets...

Des recommandations et autres dont certaines sont déjà prises en charge, observera le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme qui s'engage, néanmoins, à traiter les autres dans le cadre du possible et tout en appelant à une action proactive, à une dynamique de modernisation...

Les entreprises publiques escomptent 15% de participation

Les entreprises publiques du secteur de l'habitat et de l'urbanisme escomptent de contribuer, à terme, à 15% au mieux dans la réalisation de logements. C'est ce que le président du directoire de la Société de gestion des participations de l'Etat (SGP-Indjab), Mohamed Yassine Hafiane, a indiqué lors de ces assises. Et cela en rappelant que les entreprises publiques n'ont pu contribuer qu'à hauteur de 4% dans la réalisation du programme quinquennal de logements, même si elles ont bénéficié d'un grand programme d'assainissement et d'appui à la modernisation et développement.

Un défi à relever et qui est lié à la nécessité de développer le capital humain, observe le président de la SGP Indjab dont le portefeuille (56 entreprises) devrait être reconfiguré, scindé d'ici quelques mois en cinq grands groupes régionaux d'entreprises de construction (Est, Ouest, Centre, Sud-est et Sud-ouest).

C. B.

NON-AFFICHAGE DES PRIX

L'Association des consommateurs dénonce

*L'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur compte mener, du 16 au 20 février en cours, une campagne d'obligation d'affichage des prix, à l'égard des commerçants. Un droit à l'information, estime l'association, dont le consommateur ne doit pas être privé.*

**Salima Akkouche — Alger (Le Soir) —** L'affichage des prix est considéré dans le décret exécutif n°09/65 du 7 février 2009 fixant les modalités particulières d'information sur les prix applicables sur certains secteurs d'activités, biens et services spécifiques, comme un droit à l'information. Les contrevenants risquent des amendes allant de 5 000 à 100 000 dinars. Une pénalité qui n'a pas dissuadé, cependant, certains commerçants qui continuent de résister

pour respecter la réglementation. L'Association de protection et d'orientation du consommateur (Apoce) compte réagir en menant une campagne d'obligation d'affichage des prix.

M. Zebdi, président de l'Apoce, a expliqué, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège de l'Ugcaa, que des numéros de téléphone de l'ensemble des Directions du commerce seront mis à la disposition du citoyen pour dénoncer

chaque commerçant qui déroge à la loi d'affichage. Le but ? «Nous allons pousser les agents de contrôle et de fraude à faire leur travail», a souligné M. Zebdi. Selon ce dernier, si cette loi est respectée elle contribuera à la baisse des prix des produits et services à hauteur de 10%. Comment ?

«Les commerçants seront dans l'obligation de pratiquer des marges bénéficiaires raisonnables dans le cadre de la concurrence», souligne M. Zebdi. Par ailleurs, l'Apoce qui a déjà appelé à une campagne de boycott des œufs en raison des prix de vente excessifs, a décidé de pratiquer une nouvelle stratégie.

M. Zebdi a averti que si les prix des œufs ne baissent pas, son asso-

ciation interpellera les pouvoirs publics pour retirer ce produit qui ne répond pas également à la règle du marquage et de l'étiquetage. «Dans la loi, le marquage et l'étiquetage des œufs est une obligation, or, nos œufs ne répondent pas à cette norme», a souligné le conférencier qui a rappelé que les pouvoirs publics ont dépensé, l'année dernière, 50 milliards de dinars dans l'exonération des taxes pour les aviculteurs qui, en contrepartie, se sont engagés à vendre la viande blanche à des prix raisonnables.

«Le consommateur n'a malheureusement pas bénéficié de cette mesure», dénonce l'Apoce.

S. A.

CÉRÉMONIE DE REMISE DES CLÉS DES LOGEMENTS

AADL Le ministre de l'Habitat et le wali d'Alger se dérobent !

*Le ministre de l'Habitat, celui de la Jeunesse et des Sports ainsi que le wali d'Alger ont étonné par leur brève présence, hier à Alger, lors de la cérémonie de remise des clés de logements ADDL, réceptionnés à Reghaïa. Pas même un point de presse pour une traditionnelle rencontre, où les représentants du gouvernement se donnent habituellement à cœur joie pour faire des déclarations pompeuses.*

A l'entrée de la salle de conférences du complexe sportif du 5-Juillet, deux portraits géants d'Abdelaziz Bouteflika. Il est 10h. Dans la salle, à l'étage, quelques dizaines de familles représentant les 960 bénéficiaires attendent la remise des clés de leurs logements qu'elles attendent depuis 2001.

Le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Teboune, celui de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Tahmi, et le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, arriveront une demi-heure plus tard. «Aujourd'hui prend fin la souffrance de beaucoup de familles qui ont attendu longtemps pour avoir leur logement. Je rassure que ce que vous avez enduré ne sera pas du ressort des autres postulants», affirme Abdelmadjid Teboune qui annoncera, par ailleurs, que 600 autres logements seront livrés d'ici mars 2014, à Draria et Jolie Vue. Il lancera toutefois en direction des bénéficiaires, son souhait de voir la cité où ils auront à résider à Reghaïa, garder son aspect environnemental et architectural et surtout ne pas dégrader les ascenseurs. Le discours du ministre a duré à peine un quart d'heure avant qu'il ne quitte illico presto la salle, lui et ses collègues. La course-poursuite des journalistes, jusqu'à la sortie de la salle de conférences, aura été vaine. Ils quittent les lieux sans la moindre déclaration.

Il faut dire que les turbulences qui secouent depuis quelque temps le sommet de l'Etat ont vraisemblablement de l'effet sur l'ensemble du gouvernement, au point d'éviter toutes questions émanant des journalistes. Particulièrement le wali d'Alger, qui, visiblement, ne voulait surtout pas être rattrapé par les anomalies qui entachent la capitale, à l'exemple de l'interdiction de la rencontre du RCD à Aïn Taya, et les campagnes prématurées et tolérées pour les dignitaires du pouvoir, en faveur d'un quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.

Mehdi Mehenni